

BILAN RÉCENT DE LA PRODUCTION FOURRAGÈRE ET ANIMALE DANS LE DÉPARTEMENT DU CALVADOS

LA VULGARISATION AGRICOLE VIENT DE CEDER LA PLACE AU DEVELOPPEMENT, FORMULE PLUS GLOBALE, MIEUX COORDONNEE AVEC L'AMONT ET L'AVAL. IL DEVRAIT permettre, non seulement, une meilleure adaptation mais bien une véritable imbrication de l'entreprise agricole à l'économie générale.

L'objet essentiel des actions menées dans le cadre des services de développement est d'améliorer le revenu des agriculteurs. Pour atteindre cet objectif, des programmes pluri-annuels seront établis au rythme du plan. Ce qui les amènera à s'inscrire dans les préoccupations générales de l'économie du département et de la région. Ils tiendront compte, alors, non seulement des difficultés propres à la production, mais aussi de celles rencontrées par la transformation et la commercialisation.

Le développement entraîne l'intensification, phénomène qui se traduit au niveau de l'agriculteur, en terme d'investissements. Il importe alors de définir les secteurs prioritaires afin que l'effort financier puisse être rapidement valorisé, grâce à une nette amélioration de la productivité.

L'établissement de tel programme va nécessiter une analyse chiffrée, établie à partir de références statistiques sérieuses permettant de préciser :

- l'importance et la surface des exploitations du département,
- l'utilisation de la surface agricole,
- les principales cultures et le cheptel,
- le volume actuel de la production et le niveau des rendements,
- les capacités de stockage et de transformation,
- la main-d'œuvre.

Les éléments économiques permettront enfin de définir les axes prioritaires. Lors de l'établissement du programme 1969 de développement du département du Calvados, les véritables problèmes se sont trouvés posés à travers une série de chiffres proposés par le Centre de Gestion et l'Association Normande d'Economie Rurale.

TABLEAU 1
EVOLUTION AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES
DES PRINCIPAUX CRITERES ECONOMIQUES

	1963	1964	1965	1966	1967
Productions agricoles	100	108	112	119	126
Achats courants, biens et services	100	110	118	138	155
Aliment du bétail	100	124	151	202	246
Frais vétérinaires	100	109	130	162	195
Résultats bruts des exploitations	100	106	107	106	107
Intérêts versés	100	114	115	134	162
Revenus bruts de l'entreprise ..	100	105	106	105	105

Au cours de ces cinq dernières années, l'augmentation de la production agricole ne dépassait pas 26 %, alors que celle des achats de biens et services atteignait 55 %. Parmi ces derniers, il faut souligner la brutale expansion des achats d'aliments du bétail (+ 146 %), des frais vétérinaires (+ 95 %). Au cours de cette même période, les intérêts versés par l'agriculture augmentaient, eux aussi, sensiblement (+ 62 %).

En face de cette évolution, la stagnation du produit brut des exploitations mérite d'être soulignée, sa progression n'a pas dépassé 5 %.

Ces divers éléments amènent à penser que, malgré un effort important — en effet, les animaux ont été mieux nourris, mieux soignés, des investissements nombreux ont été réalisés — l'amélioration du revenu escompté n'a pas été atteint.

Les prix, au cours de cette période, furent loin d'être favorables, mais est-ce là la seule raison ? Il semble bien que la productivité des investissements soit restée trop faible et qu'ils n'aient pas été effectués, toujours, dans une perspective d'efficacité suffisante.

Nous donnerons deux exemples de cette situation : l'un concernant la prairie permanente et l'autre les productions animales.

1) La prairie permanente :

Elle occupe, dans le département, 72 % de la Surface Agricole Utile et constitue la première production végétale. Les rendements moyens de cet important territoire de 349.000 ha se voient très régulièrement compris entre 2.500 et 3.000 U.F. Comparés aux potentialités régionales ces chiffres apparaissent comme dérisoires.

Cet état de choses tient au peu d'intérêt marqué jusqu'alors aux techniques d'exploitation (fertilisation, méthode d'exploitation, assainissement, etc...) ainsi qu'aux méthodes de récolte et de stockage des fourrages.

2) Les productions animales :

Elles constituent 77,7 % du produit brut départemental et le lait, à lui seul, 41,8 %. Première source du revenu départemental, le volume de lait collecté a sensiblement augmenté entre 1963 et 1967. Par contre, les résultats du Contrôle Laitier tendraient à prouver que cette augmentation de collecte est due à une augmentation du cheptel vaches laitières beaucoup plus qu'à une amélioration génétique.

TABLEAU II
EVOLUTION DES RENDEMENTS LAITIERS
ENREGISTRES PAR LE SYNDICAT DE CONTROLE DEPARTEMENTAL

	1963		1964		1965		1966		1967	
	Lait/ vache	M.G. (kg)	Lait/ vache	M.G. (kg)	Lait/ vache	M.G. (kg)	Lait/ vache	M.G. (kg)	Lait/ vache	M.G. (kg)
Normande	3 257	132,7	3 272	134	3 199	131	3 365	139	3 213	121
F.F.P.N.	3 775	149,6	3 349	135	3 817	161	3 984	149	3 927	147

Ces quelques éléments chiffrés montrent que des points essentiels à l'économie du département n'ont pas évolué depuis de nombreuses années. Il devient alors anti-économique de construire une stabulation libre moderne et bien équipée pour un troupeau dont la moyenne de production ne dépasse pas 3.200 kg de lait ou d'implanter une déshydrateuse pour traiter des prairies produisant 2.500 U.F.

CONCLUSIONS

De plus en plus l'entreprise agricole va se trouver confrontée à des réalités économiques. Les Centres de Gestion et les Associations d'Economie Rurale l'aideront à franchir cette série de difficultés ; mais, c'est dans l'amélioration des techniques mises en œuvre, tant au point de vue végétal qu'animal, que se trouve la solution réelle des problèmes.

Il n'est pas douteux qu'il faudra investir suivant un ordre d'urgence en tenant compte des potentialités biologiques et financières de l'exploitation.

Dans chaque cas particulier, l'agriculteur devra définir son option par rapport à des techniques d'intensification fourragère et d'amélioration du cheptel aujourd'hui connues. Il sera, par ailleurs, indispensable que ces solutions individuelles s'inscrivent dans une action d'ensemble régionale tant du point de vue de la normalisation des produits que de celui de la commercialisation. C'est un phénomène nouveau et les services de développement peuvent contribuer grandement à sa réussite.

Michel VIVIER.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

S.U.A.D. du Calvados (1968) : « Eléments technico-économiques déterminant le programme de développement 1969 ». Note ronéotypée, 19 p.

Centre de Gestion du Calvados (1968) : « Données récentes sur l'agriculture du Calvados ».

Association Normande d'Economie Rurale (1967) : Travaux de comptabilité agricole régionale .